

Mais cette extension ne peut se poursuivre et s'accroître linéairement; elle se trouve en effet bloquée, d'une part en ce qu'elle exacerbe la contradiction fondamentale entre la socialisation effective de la production et la subsistance des rapports privés de production puisqu'elle développe la première pour garantir la seconde, d'autre part en ce que l'accroissement des dépenses publiques a des effets inflationnistes qui renforcent ce contre quoi il lutte : le retrécissement des débouchés extérieurs.

B) Les nationalisations en France

Il y a eu en France deux séries de nationalisations, chacune correspondant à une période de difficultés pour la bourgeoisie; la première après la crise des années 30, la seconde, plus importante après la seconde guerre mondiale. Il s'agissait à chaque fois de réorganiser l'économie sur une base qui restait fondamentalement capitaliste.

Pour remettre en place sa domination, la bourgeoisie s'est dotée du moyen qui masque le mieux son caractère exploiteur: L'action de l'Etat.

Une guerre se caractérise du point de vue économique d'abord par une reproduction rétrécie. Or si ce sont les travailleurs qui pâtissent le plus de la baisse de la production sociale, après l'armistice, ils se trouvent dans des conditions qui leur sont favorables.

Sur le plan subjectif (euphorie de l'après-guerre, "le monde à reconstruire"...), mais aussi sur le plan objectif. En effet, d'une part le processus de production (instrument de domination de la bourgeoisie) est désorganisé, d'autre part la résistance à la baisse de la valeur de la force de travail réduisent les marges de profit. D'où la nécessité pour la bourgeoisie d'utiliser une force coercitive qui reçoive l'approbation générale ("Un seul Etat, Une seule police, une seule armée), et qui permette une accumulation rapide de capital et l'harmonisation du développement des forces productives : l'Etat.

Or fondamentalement l'Etat reste et ne reste que le garant du profit des monopoles. La nationalisation des secteurs de base non rentables aboutit à une baisse des prix de vente de l'énergie, des matières premières fondamentales, des transports, etc..., qui réduit le prix de revient et améliore la capacité concurrentielle et le taux de profit des secteurs des produits finis lourds, "épine dorsale du grand capital".

Cependant, pour assurer la crédibilité de l'image de l'Etat ("chose publique") que doit donner l'idéologie bourgeoise, les nationalisations doivent s'accompagner de mesures sociales conférant des avantages réels aux travailleurs du secteur public (cf statuts EDF, RATP, SNCF...) Mais qu'on ne s'y trompe : s'il y a progrès de la situation des travailleurs d'une part sur le plan matériel (stabilité de l'emploi, liberté syndicale, œuvres sociales...) et d'autre part sur le plan de l'apprentissage de l'économie collective (si la bourgeoisie ne reprend pas trop vite les avantages concédés), il ne s'agit nullement de socialisme :

" Une économie ne peut pas d'avantage être un petit peu socialiste qu'une femme ne peut être un petit peu enceinte ".

En France, le secteur nationalisé occupe 6,2% de la population active, réalise 9,6% de la production intérieure brute et 27% de la formation brute de capital fixe.